Délibérations du Conseil Municipal d'OUSSE
Séance du 29 août 2017 à 20h30

L'an deux mille dix-sept, le vingt-neuf août à 20h30, le Conseil Municipal, convoqué le 21 août 2017 s'est réuni en séance ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur BOURIAT Jean-Claude, Maire.

Présents 16 Mesdames et Messieurs BOURIAT Jean-Claude, CAMBET Geneviève, CAPELLE Bernard ; COUTENET Jean-Louis, ZEROUAL Sylvie, ARTIGANAVE Suzanne, BARDOCHAN Michel, COURTADE Christine, DEAT-PLACETTE Olivier, GIL Nicole, KALVIKOWSKI Romain, LEJEUNE Jean-Louis, LIMERAT Bernadette, MENGEOLE Sandrine, PUPION Claire et SOMPROU Jean-Pierre.

Absent représenté 1 SERVER Séverine (pouvoir à J.C. BOURIAT)

Absents 2 COFFIN Pascal et SOULAGNET Christophe

La convocation a été affichée le 21 août 2017. Madame ZEROUAL a été élue secrétaire de séance.

Mademoiselle MERESSE, secrétaire générale, était également présente.

.....
Délibération n°1 : Transfert à la communauté d'agglomération de la compétence réseau de chaleur

La communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées est engagée dans une politique de transition énergétique ambitieuse, traduite notamment dans le Plan Climat (Plan Climat Air Énergie Territorial PCAET) en cours d'élaboration.

Plusieurs démarches et programmes concourent à la mise en œuvre de la transition énergétique du territoire telles que l'élaboration en cours du PLUI, du PLH et du PDU, les travaux du Bus à Haut Niveau de Service ou le projet de Contrat de Performance Énergétique du patrimoine.

Les réseaux de chaleur constituent aujourd'hui des outils essentiels en matière de transition énergétique des Agglomérations. Deux réseaux de chaleur alimentés existent sur le territoire : le premier, sur la Ville de Pau, mis en service en 2013 et d'une longueur de 1 700 mètres et alimenté par une chaufferie bois 1 850 kW située avenue de Buros, dessert des logements, des établissements de santé et des équipements publics.

Le second est un réseau « technique » également alimenté par une chaufferie bois qui raccorde plusieurs bâtiments communaux de la commune de Sendets.

Différentes études ont démontré l'existence d'un potentiel de raccordement significatif de logements et de bâtiments d'activités pouvant être raccordés à un réseau de chaleur.

Également, le territoire dispose de sources d'énergies renouvelables et de récupération qui permettraient de fournir l'énergie nécessaire au fonctionnement de réseaux de chaleur :

- l'énergie issue de la combustion des déchets de l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères de Lescar. Le syndicat Valor Béarn a récemment approuvé son Schéma Directeur et décidé de maintenir la capacité d'incinération à 80 000 tonnes par an. Dans le même temps, le syndicat a décidé de réaliser sans délai un réseau vapeur desservant les industriels intéressés de la zone d'activités IndusLons, avec un objectif de livraison de vapeur à mi 2019,
- l'énergie issue du projet de géothermie profonde porté par la société FONROCHE à Lons qui sera disponible à horizon 2021. Le projet de la société FONROCHE consiste à produire de l'électricité à partir de la chaleur du sous-sol. Ce projet offre à l'Agglomération l'opportunité de disposer de chaleur résiduelle en quantité très importante.

Dans ce contexte, la Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées a décidé de créer un réseau de chaleur selon les modalités suivantes :

- réalisation d'un premier périmètre dit « de base » desservant principalement l'Université et le quartier Saragosse. Alimenté par l'UIOM seule, il pourrait être opérationnel pour la saison de chauffe 2019-2020 pour une quantité de chaleur de 45Gwh/an environ.

- Dans un deuxième temps, après la mise en service des installations de FONROCHE prévue fin 2021, réalisation d'une extension de périmètre permettant de desservir notamment le Centre Hospitalier François Mitterrand et le Centre Hospitalier des Pyrénées. Ce périmètre « étendu » serait alors alimenté par un « mix énergétique » à partir de l'énergie issue de la centrale géothermique de la société Fonroche pour une quantité de chaleur distribuée estimée à près de 70 Gwh par an.

Une chaufferie au gaz de 18 MW, à construire en priorité pour desservir l'UPPA, constituerait l'énergie d'appoint-secours principal du réseau.

Le réseau ainsi réalisé serait composé :

- d'une central de production d'énergie,
- d'un réseau de transport d'énergie d'une longueur de 6,7 km environ entre la zone d'activités Induslons et le Quartier Université/Saragosse.
- d'un réseau de distribution d'environ 11 km dans sa version périmètre de base et de 17,5 km dans sa version étendue,
- de 70 sous-stations (points de livraison d'énergie) dans son périmètre de base et de 81 sous-stations dans son périmètre étendu.

L'investissement global à consentir serait de l'ordre de 35 millions d'euros HT pour ce projet. Il bénéficiera de subventions de l'ADEME, de la Région et du FEDER ainsi que du soutien de la Caisse des dépôts de consignations.

Il est envisagé de le réaliser sous forme de concession de service public à l'exclusion du réseau de transport qui resterait sous maîtrise d'ouvrage de la CAPBP. L'objectif est de lancer cette consultation début 2018.

Le réseau de chaleur tel qu'il est prévu actuellement, dans sa configuration « périmètre étendu » permettrait :

- d'augmenter la production d'énergies renouvelables (EnR) du territoire de 44%,
- d'augmenter la part d'EnR dans la consommation totale (hors mobilité) de 5,9 % à 8,5 %,
- d'éviter l'émission de 11 100 tonnes de CO² par an soit l'équivalent de 5 000 voitures,
- à la CAPBP d'être la première collectivité en France à concevoir un réseau de chaleur de cette taille couplé à de la co-génération sur forage géothermique et à usine d'incinération,
- de valoriser au mieux la chaleur « fatale » ou résiduelle issue de l'UIOM et obtenir ainsi le statut d'UVE (Unité de Valorisation Énergétique) ce qui permettrait de diminuer le coût de la TGAP (taxe générale sur les activités polluantes) et d'augmenter les recettes d'exploitation,
- de s'associer à un projet industriel majeur de résonance mondiale dans la continuité de l'histoire de Pau et de son agglomération avec ce que cela suppose de notoriété et d'attractivité,
- de proposer aux habitants et aux industriels une énergie propre, renouvelable, économique, indépendante des fluctuations du prix des énergies fossiles.

Pour mener à bien ce projet, il est indispensable que la compétence « réseau de chaleur » soit exercée au niveau communautaire et ce pour plusieurs raisons :

- les travaux de pose des canalisations concerneront non seulement Pau mais aussi Lons et Billère,
- il y a suffisamment de chaleur disponible pour alimenter plusieurs communes de l'agglomération. Le réseau de chaleur sera nécessairement évolutif : le concessionnaire recherchera constamment de nouveaux consommateurs à proximité du tracé existant,
- un tel réseau de chaleur s'intègre dans une politique de transition énergétique qui ne peut être portée qu'au niveau communautaire.

Pour ces motifs et en application de l'article L.2224-38 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été proposé par délibération du Conseil communautaire du 29 juin 2017 de transférer à la CAPBP la compétence relative à la création et l'exploitation d'un réseau public de chaleur ou de froid.

Conformément à l'article L.5211-17, du CGCT, le conseil municipal dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification à la commune de la délibération du conseil communautaire pour se prononcer sur le transfert proposé. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Dès lors que les conditions de majorité prévues à l'article L.5211-5 du CGCT seront remplies, l'arrêté préfectoral portant extension de compétence au profit de la CAPBP pourra être pris.

Le conseil municipal sera également appelé à se prononcer sur le transfert de charges à la communauté d'agglomération sur la base du rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT).

A la date du transfert, les biens communaux affectés à l'exercice de la compétence seront de plein droit mis à disposition de la communauté issue de la fusion dans les conditions fixées aux articles L. 1321-1 et suivants du CGCT.

Le réseau de chaleur existant sur Pau dit « réseau du Hameau » sera ainsi transféré à la CAPBP. Il s'agit d'un service public industriel et commercial (SPIC) géré par une régie autonome sans personnalité morale. La saison de chauffe 2014-2015 a généré un résultat d'exploitation de 82 250 €. Il apparaît que d'une part le coût de la chaleur proposée par le SPIC est très compétitif par rapport au tarif gaz dont bénéficiaient auparavant les raccordés et que d'autre part la vente de chaleur garantit des recettes équilibrant les charges d'exploitation du SPIC.

Pour des raisons comptables et afin de permettre la mise en place d'une en place d'une nouvelle régie d'exploitation, il est proposé de différer au 1er janvier 2018 la gestion de ce réseau par la communauté d'agglomération.

A l'inverse, le réseau créé sur le commune de Sendets continuera à relever de la compétence de la Ville dès lors qu'il ne permet pas la vente d'énergie à des tiers (réseau fermé).

Concernant le futur réseau, la consultation pour la concession de délégation de service public sera lancée dès que le transfert de compétence sera effectif.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu le Maire en ses explications complémentaires :

- **APPROUVE le transfert à la communauté d'agglomération de la compétence « création et exploitation d'un réseau public de chaleur ou de froid » avec transfert différé au 1er janvier 2018 pour le réseau de chaleur du qurtier du Hameau,**
- **AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce transfert.**

Présents : 16 Exprimés : 17 Abstention : 0 Pour : 17 Contre : 0

.....
Délibération n°2 : Indemnité de conseil allouée au comptable public

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée qu'en raison du départ à la retraite du percepteur, le comptable public lui a adressé, par courrier du 11 juillet 2017, le décompte de l'indemnité de conseil afférente à son temps de gestion de la commune pour l'exercice budgétaire 2017.

Au vu de ce décompte, Monsieur le Maire propose à l'Assemblée d'attribuer une indemnité de conseil de 277,50 € bruts.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu les explications complémentaires du Maire et avoir délibéré :

- **ACCEPTE et DECIDE le mandatement de cette somme,**
- **DIT que les crédits nécessaires sont prévus au budget de la commune,**
- **CHARGE Monsieur le Maire des écritures comptables appropriées.**

*Présents : 16 Exprimés : 17 Abstention : 1 Pour : 16 Contre : 0
(abstention J.L. COUTENET)*

Délibération n°3 : Modification du temps de travail d'un emploi

Monsieur le Maire expose au conseil municipal la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'adjoint technique permanent à temps non complet (33,04 heures hebdomadaires) afin de mettre en adéquation le volume horaire de l'emploi du temps et les nécessités de service liées au retour de l'organisation de la semaine scolaire à 4 jours et à l'arrêt des activités périscolaires.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu le Maire en ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré :

- DECIDE de porter à compter du 1er septembre 2017 de 33,04 heures à 29,75 heures le temps hebdomadaire moyen de travail d'un emploi d'adjoint technique permanent à temps non complet.

Présents : 16 Exprimés : 17 Abstention : 0 Pour : 17 Contre : 0

.....

Délibération n°4 : Modification du temps de travail d'un emploi

Monsieur le Maire expose au conseil municipal la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'adjoint technique principal de deuxième classe permanent à temps non complet (16 heures hebdomadaires) afin de mettre en adéquation le volume horaire de l'emploi du temps et les nécessités de service liées au retour de l'organisation de la semaine scolaire à 4 jours et à l'arrêt des activités périscolaires.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu le Maire en ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré :

- DECIDE de porter à compter du 1er septembre 2017 de 16 heures à 15,8 heures le temps hebdomadaire moyen de travail d'un emploi d'adjoint technique principal de deuxième classe permanent à temps non complet.

Présents : 16 Exprimés : 17 Abstention : 0 Pour : 17 Contre : 0

.....

Délibération n°5 : Modification du temps de travail d'un emploi

Monsieur le Maire expose au conseil municipal la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'agent spécialisé principal de deuxième classe des écoles maternelles permanent à temps complet afin de mettre en adéquation le volume horaire de l'emploi du temps et les nécessités de service liées au retour de l'organisation de la semaine scolaire à 4 jours et à l'arrêt des activités périscolaires.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu le Maire en ses explications complémentaires, et après en avoir délibéré :

- DECIDE de porter à compter du 1er septembre 2017 de 35 heures à 32 heures le temps hebdomadaire moyen de travail d'un emploi d'agent spécialisé principal de deuxième classe des écoles maternelles.

Présents : 16 Exprimés : 17 Abstention : 0 Pour : 17 Contre : 0

.....

Délibération n°6 : Demande d'adhésion des communes de Pontacq et Lamarque-Pontacq à la compétence assainissement collectif du SMEAVO

Les communes de Pontacq et de Lamarque-Pontacq souhaitent adhérer à la compétence Assainissement Collectif à compter du 1er janvier 2018.

Cette demande a été approuvée par le conseil syndical du syndicat en date du 10/04/2017 et il est nécessaire que chaque conseil municipal se prononce sur ces projets d'adhésion.

Il est donc demandé au conseil municipal de se prononcer.

040

.../...

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, émet à l'unanimité un avis favorable à l'adhésion des communes de Pontacq et de Lamarque-Pontacq au service assainissement collectif du SMEAVO.

Présents : 16 Exprimés : 17 Abstention : 0 Pour : 17 Contre : 0

Délibération n°7 : Projet d'équipement numérique de l'école : acquisition de tableaux blancs informatiques : financement du projet, demande de subventions et de participations

Monsieur le Maire fait part aux membres de l'Assemblée du projet d'équipement en tableaux blancs informatiques de l'école communale.

Il souhaite aujourd'hui préciser le plan de financement et proposer de formuler les demandes de subvention auprès des partenaires de la commune.

Le coût total prévisionnel de l'opération est fixé à 20 403€ HT.

Les dépenses correspondantes sont décomposées comme suit :

Pack TBI : fourniture et installations	17 966,67 € H.T.
Portables dédiés à l'utilisation des TBI	2 436,33 € H.T.
TOTAL	20 403 € H.T.

Il est proposé d'autoriser Monsieur à formuler les demandes de participations suivantes :

- Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) auprès des services de l'État

Aussi, le plan de financement prévisionnel de cette opération serait le suivant:

DETR (35 % dépenses éligibles)	7 141,05 €
Autofinancement	13 261,95 €
TOTAL	20 403,00 €

Le Conseil Municipal, après avoir entendu les explications complémentaires du Maire et avoir délibéré :

- ADOPTÉ le plan de financement prévisionnel tel que présenté ci-dessus,**
- AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter les demandes de participations et subventions telles que présentées ci-dessus,**
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer les conventions financières ainsi que tout autre document susceptible d'intervenir dans la suite réservée à cette opération.**

Présents : 16 Exprimés : 17 Abstention : 4 Pour : 11 Contre : 2
(abstentions : J.P. SOMPROU, S. ARTIGANAVE, C. COURTADE, M. BARDOCHAN
contre : C. PUPION, B. LIMERAT)

Questions diverses :

Avant de lever la séance, Monsieur le Maire échange avec le Conseil Municipal quelques informations sur la vie de la Commune et des services communaux.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance.

La séance du Conseil Municipal est levée à 22h30

Cette séance comporte les délibérations suivantes :

- **Délibération n°1 : Transfert à la communauté d'agglomération de la compétence réseau de chaleur**
- **Délibération n°2 : Indemnité de conseil allouée au comptable public**
- **Délibération n°3 : Modification du temps de travail d'un emploi**
- **Délibération n°4 : Modification du temps de travail d'un emploi**
- **Délibération n°5 : Modification du temps de travail d'un emploi**
- **Délibération n°6 : Demande d'adhésion des communes de Pontacq et Lamarque-Pontacq à la compétence assainissement collectif du SMEAVO**
- **Délibération n°7 : Projet d'équipement numérique de l'école : acquisition de tableaux blancs informatiques : financement du projet, demande de subventions et de participations**

La liste des conseillers présents et leurs signatures figurent ci-dessous :

Monsieur Jean-Claude BOURIAT, Maire

Madame Geneviève CAMBET,

Monsieur Bernard CAPELLE,

Monsieur Jean-Louis COUTENET,

Madame Sylvie ZEROUAL,

Madame Suzanne ARTIGANAVE,

Monsieur Michel BARDOCHAN,

Madame Christine COURTADE,

Monsieur Olivier DEAT-PLACETTE,

Madame Nicole GIL,

Monsieur Romain KALVIKOWSKI,

Monsieur Jean-Louis LEJEUNE,

Madame Bernadette LIMERAT,

Madame Sandrine MENGEOLE,

Madame Claire PUPION,

Monsieur Jean-Pierre SOMPROU